

LE CANAL

Le logement social pour libérer les femmes de la précarité et de la violence !

Journal propulsé par le POPIR - Comité Logement

Vol.10, no.1, Printemps 2022

Au moment de la mise en page de ce journal, des centaines de femmes seules et mères monoparentales vivent dans les ressources pour femmes et/ou sont hébergées chez les proches. Tous les refuges du Sud-Ouest sont remplis des familles et femmes seules, en attente d'un logement social, car c'est la seule formule qui répond à leur capacité de paiement ou à leur budget sans avoir à faire des coupures dans d'autres besoins.

Rappelons qu'au moins 40,6 % des femmes locataires consacrent plus de 30 % de leur revenu pour payer leur loyer. Bon nombre d'entre elles font des choix chaque mois entre payer le loyer ou les repas, tandis que, d'autres finissent par se retrouver dans ces refuges pour femmes ou logées par des parents ou ami.e.s. Bref, elles vivent une itinérance cachée.

« La pauvreté est féminine, non seulement comme mot, mais surtout comme phénomène actuel, car elle touche en majorité les femmes (seules, monoparentales, veuves et âgées). La pauvreté rend malade et entraîne

l'exclusion.

La féminisation de la pauvreté n'est pas un choix, mais plutôt un affront ». N'est-ce pas une preuve que nous vivons pleinement la féminisation de pauvreté ? Et comment ne pas prendre en considération tous les enfants qui sont également victimes de cette situation et dont les répercussions sur leur développement sont considérables ?

Le fait que les gouvernements fédéral et provincial cessent de financer des programmes permettant le développement des nouveaux logements sociaux pour le remplacer par un autre programme ne répondant pas à la capacité de payer des gens moins nantis, va exacerber l'itinérance et donc ladite pauvreté. Soulignons qu'actuellement, au Canada, déjà plus d'1,5 million de femmes subsistent avec un faible revenu. À long terme, cela coûtera des millions de dollars chaque année aux gouvernements et contribuables au profit des promoteurs immobiliers véreux ; ce qui creusera d'avantages l'écart entre les riches et les pauvres.



Ce texte est dédié à Nene, une militante du comité femmes depuis ses débuts, qui nous a quittés cet hiver! Nous tenons à souligner son engagement alors qu'elle-même se battait pour avoir un logement social. Repose en paix et en pouvoir Nene !

Une femme disait en parlant du logement social qu'elle attend: «Ce projet, c'est l'espoir». L'espoir d'un espace où on se sent enfin chez soi et en sécurité. Comme plusieurs autres, son espoir, c'est la construction d'un ensemble d'une centaine de logements sociaux dans le quartier Saint-Henri, à Montréal. En 2018, des femmes seules et des mères monoparentales du comité femmes du POPIR Comité logement ont commencé à rêver à un nouveau chez-soi au cœur de Saint-Henri où elles auraient enfin la paix d'esprit. En 2020, ce projet se rapprochait un peu plus de la réalité en s'incorporant en OBNL d'habitation sous le nom d'Habitation Libr'Elles!

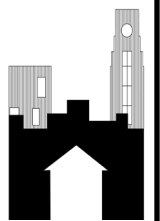
PROBLÈME DE LOGEMENT ? HOUSING PROBLEM ?

LE POPIR PEUT VOUS AIDER ! POPIR CAN HELP !

APPELEZ-NOUS OU PASSEZ NOUS VOIR !

2515 Rue Delisle bureau 209 | 514-935-4649 | www.popir.org

Suivez-nous sur les réseaux sociaux



Toutefois, quatre ans plus tard, ce beau projet n'est toujours qu'un rêve pour ces femmes dû à l'absence de financement !

Le logement est souvent une part d'ombre des luttes féministes contre les violences genrées. Pourtant, les femmes locataires sont largement plus mal-logées que leurs compatriotes masculins. Elles sont aussi majoritaires dans tous les types de logements sociaux, qu'on parle des coopératives d'habitation, des OBNL d'habitation ou des HLM. Ainsi, le logement est certainement un enjeu de lutte central contre la pauvreté structurelle des femmes, mais également, dans la lutte contre les violences. Dans le cadre de mon stage puis de mon emploi au POPIR-Comité logement, j'ai eu la chance de militer avec des femmes courageuses qui se mobilisent pour que leurs consoeurs, elles-mêmes et leurs enfants puissent se loger convenablement. Dans ce texte, j'ai eu envie de leur donner la parole. Je me suis entretenue avec Charlotte, Lucia et Salma (noms fictifs) pour savoir ce que l'obtention d'un logement social changerait à leur vie. Voici ce qu'elles avaient à dire.

Femmes et pauvreté

L'insécurité des femmes au niveau du logement s'explique par le fait que les femmes sont encore plus pauvres que les hommes, entre autres parce qu'elles consacrent encore plus de temps que ceux-ci à du travail non-rémunéré comme les tâches domestiques et le soin des enfants. Des féministes dans les années 70 qui militaient pour un salaire au travail ménager ont appelé ces tâches le travail reproductif parce que ce travail gratuit permet la reproduction de la vie et de la société.

Dans l'ensemble, la pauvreté des femmes est historique et bien documentée. De plus, certaines sont plus pauvres que leur consoeurs - les femmes monoparentales, les femmes vivant seules, les femmes racisées, les femmes migrantes récentes, les femmes autochtones ou les femmes âgées. Le lien entre pauvreté et logement et entre logements et pauvreté en est un de cause à effet circulaire. Et ce cercle est vicieux!

Charlotte en témoigne: son logement lui coûte l'entièreté de son chèque d'aide sociale et ses allocations pour garde d'enfants. Ensuite, elle est obligée de se nourrir dans les banques alimentaires. Même son de cloche pour Lucia qui alloue

100% de ses revenus à son loyer et sa passe de bus. Parce que la gentrification pousse les femmes à faible revenus vers des quartiers de plus en plus loin des quartiers centraux. Dans ces conditions, le transport devient une nécessité, mais une nécessité coûteuse. Pour Charlotte qui est mère de trois enfants et qui vit dans l'ouest de l'île, avoir une voiture ne serait pas un luxe, mais c'est impossible avec ses revenus.

Pour celles-ci, le logement social est un moyen d'échapper à ce marché privé toujours plus cruel. Les discriminations qu'elles y vivent sont multiples: le faible revenu, la présence d'enfants et le fait qu'elles soient immigrantes sont toutes des raisons pour lesquelles on leur a refusé un logement. Toutes m'ont mentionné s'être fait refuser un logement explicitement parce qu'elles avaient des enfants. Salma m'a même confié avoir une amie qui doit cacher ses enfants quand le concierge passe, puisque le propriétaire n'admet pas d'enfants dans son bloc.

On le sait bien, la crise du logement est un facteur qui accentue les discriminations en logement. Les propriétaires ont l'embarras du choix; en témoignent les longues files devant les logements à louer qui ont fait les manchettes. Et malheureusement, les mères monoparentales sont rarement les candidates idéales aux yeux des propriétaires.

Violence et logement: un enjeu féministe

Alors que les gouvernements fédéraux et provinciaux prétendent s'attaquer aux violences genrées, le manque d'investissement dans le logement social, au profit de subventions au logement privé, est une incohérence flagrante. Car il est presque impossible de fuir la violence quand tu as peur de te retrouver à la rue.



Logo de la campagne «Pour du logement social maintenant !» du FRAPRU

Lucia n'a pas vécu la violence, mais en militant dans les centres de femmes, elle a entendu tellement d'histoires d'horreur. La violence conjugale est un enjeu oui, mais aussi la violence des propriétaires, des concierges ou des co-chambreurs. Et même si on peut résilier son bail quand on vit de la violence dans son logement, ce n'est pas une option quand les maisons d'hébergement débordent et qu'à la sortie, tu n'es même pas certaine de te retrouver un logement.

Charlotte, elle, a vécu la violence conjugale. Elle s'est retrouvée seule lorsqu'elle était enceinte de son dernier fils. Elle qualifie les propriétaires de «sans-pitié»: dans son processus de recherche de logement, on lui demandait pourquoi elle était seule et enceinte, où était le père. Son ancien propriétaire lui a coupé l'eau chaude et l'électricité pour la faire partir. Finalement, elle a dû s'éloigner du Sud-Ouest qui l'a vu grandir pour aller encore plus à l'ouest.

Et la santé mentale?

Le logement social, c'est aussi un moyen d'avoir la paix d'esprit. La santé mentale en prend un coup quand tu as constamment peur d'être évincée ou de ne pas pouvoir payer le loyer. Alors que le gouvernement Legault dit vouloir faire de la santé mentale une priorité, négliger le logement social en comptant sur le privé est encore une fois, une incohérence flagrante.

Car la peur de se faire évincer, de se faire reprendre son logement ou simplement, de n'avoir plus les fonds pour payer le loyer est une menace constante qui vient avec son lot d'anxiété. Cette angoisse cède parfois à la déprime et au désespoir. Salma en témoigne: le mal-logement apporte «beaucoup de malheur» selon elle !

Pour léguer un monde un peu meilleur à ses enfants

C'est aussi pour leurs enfants que les militantes se mobilisent, pour pouvoir offrir une stabilité à leurs enfants et pour pouvoir léguer un monde un peu meilleur aux prochaines générations.

Malheureusement, le mal-logement est aussi une excuse pour l'État de s'ingérer dans la vie des femmes et de leur enfant. Charlotte est mère de trois petits garçons, mais la garde de ses plus vieux lui a été retirée. Pour elle, obtenir une stabilité en logement est

un enjeu majeur pour retrouver la garde de ses enfants. Pourtant, cet État qui châtie aurait les moyens de lui fournir logement convenable, salubre, de taille adéquate et dans sa capacité de payer, c'est-à-dire, un logement social !

C'est le sort de bien de bien des enfants que de vivre les impacts du mal-logement et de la gentrification: une étude New Yorkaise montrait que les enfants qui grandissent dans un contexte de gentrification ont 22% plus de chance d'obtenir un diagnostic d'anxiété ou de dépression que les enfants qui grandissent dans un quartier au portrait économique stable et sont aussi plus susceptibles d'avoir recours aux services médicaux d'urgence.

On nous doit un logement social !

La privatisation du logement est en soi un moteur de violence pour les femmes, voire même, une violence d'État en soi. Seul le logement social peut répondre au besoin de logement des femmes et adresser leur pauvreté structurelle.

Plus encore, le logement social n'est pas un cadeau pour les femmes, c'est un dû. C'est un dû pour tout le travail impayé qu'elles accomplissent. Selon Silvia Federici, militante pour un salaire au travail ménager et théoricienne féministe :

La question clé est de savoir comment mettre la richesse sociale que nous produisons au service de notre reproduction. Dans les années les 1970, nous pensions que cela pouvait être accompli par le biais de la lutte en faveur du salaire au travail ménager. Nos demandes ne s'arrêtaient pas là: nous avions compris qu'avec le salaire venaient des services, peut-être le logement gratuit. Nous avons déclaré: Le foyer est notre usine, pourquoi en payer le loyer ?

C'est encore plus un dû avec toute la charge de travail supplémentaire créé par la gentrification et la destruction du tissu social qui s'en accompagne: devoir passer de longues heures dans les transports en commun pour aller prendre soin de ses parents vieillissant parce qu'on a dû changer de quartier, perdre ses services à l'école et devoir recommencer à se battre en obtenant à nouveau, s'éloigner de sa famille et son réseau de soutien et devoir assumer seule le soin de ses enfants... C'est le lot de bien des femmes en contexte de gentrification ! Les femmes en ont assez de toujours se battre à joindre les deux bouts sans qu'on reconnaisse leur travail. Un logement social leur est dû et elles le veulent maintenant!

Sandrine Belley



Clinique d'impôt Income Tax Report Clinic

Service pour personnes à faible revenu

5\$ argent comptant/personne

Sur rendez-vous seulement

514-307-0270

Seuls les H3C – H3J – H4C – H3K – H4E

seront acceptés

du 21 février au 16 avril

À partir 16 avril tous seront acceptés

Conditions : 35 000\$ et moins
Couple : 45 000\$, 2 000\$ par enfant



CÉDA
C'EST ICI QUE LE CHANGEMENT COMMENCE

514-596-4422
2515 rue Delisle
Lionel-Groulx

Service for low-income people

5\$ cash only/person

Only on appointment 514-307-0270

H3C – H3J – H4C – H3K – H4E only will

be accepted

from Febuary, 21 to April, 16

Everyone will be welcome from

April, 16

Conditions : 35 000\$ and less
Couple : 45 000\$, 2 000\$ per child

LE CEDA N'EST PAS SEULEMENT UN CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE. C'EST TOUT UN MILIEU DE VIE. SAUVONS-LE!!!

Service d'aide aux nouveaux immigrant.e.s.

Activités de Tricots,
poterie, taï-tchi, ...



Banque Alimentaire

Élections, Vaccination ou A.G.A.



En tout cas,
moi Liliane,
c'est ma dernière
distribution,
m'en va à la retraite,
moé ! comme Bernard



Dans les
C.E.P., on
apprend
le futur
simple.
Mais
si on
ferme,
les C.E.P.,
on vivra
le futur
très
compliqué



Illustration de Jonas Napoléon, employé du C.E.D.A. et militant au P.O.P.I.R.

Je m'adresse comme a dit le Seigneur, « heureux les pauvres de cœur », à ceux et à celles qui sont humbles et dont le cœur s'ouvre à l'Espérance.

En 2021, j'ai subi brutalement « une reprise de logement ». Celle-ci a été « menaçante » et exécutée avec « méchanceté ». Apprendre du jour au lendemain que j'allais perdre mon enracinement, mon environnement et surtout mon petit cocon douillet depuis plus de vingt (20) ans m'a secouée le cœur et mon portefeuille en a eu peur.

Heureusement, des organismes de défense comme le POPIR existent pour me soutenir et m'informer de mes droits. Aujourd'hui, le stress est derrière moi, mais... il y a de tatoué un certain ébranlement. Cela a semé en moi à travers le temps de la confiance, car j'ai appris à me défendre, non seulement SEULE mais avec une main bienveillante.

Illustration :
Martine Champagne
(2022)



Femme et pauvreté

La pieuvre de la maison
encore une fois manque son boulot
Les enfants malades la réclament
Des sous en moins, un risque de renvoie
L'amour, plein les bras

La sous-payée, la révoltée
Elle rejoint la coalition
Droit de vote
Droit au salaire égal
La reconnaissance est saine

La visionnaire
La femme tannée de se taire

Réclame le partage, le respect
L'espace de refaire le plein d'énergie
La beauté d'avancement

La femme mal-logée
Les histoires cachées
La fragilité pour survivre
Dénonce-t-elle toujours
ou la peur l'habite?

La femme-victime
L'administration amie?
Déploie-t-elle les ressources?
Le chemin est encore à faire...
Plan d'action de manifestation

Droits des femmes debout
La pauvreté des poches
La richesse des idées
Elles remplissent les manques
De ses actions communautaires!

Bravo à toutes ses femmes
Merci aux hommes qui les soutiennent
Le changement vers le meilleur continue
Le combat est même à recommencer
Quand les catastrophes arrivent!

Agathe Melançon

Mes pensées se tournent ce printemps et pour l'été 2022 vers tous ceux et celles qui perdent, qui cherchent et qui protègent leurs refuges. Soyez confiant et ne lâchez pas prise car l'aide et l'espoir sont toujours là! Vivre « Le combat pour le logement » c'est une lutte barbare. Tout être humain devrait être en mesure d'habiter un endroit où le chantage est inacceptable, le prix des logements convenable et où la sécurité existe réellement, car... L'argent ne tombe pas du ciel !

Merci

Andrée Champagne
Citoyenne de Ville Émar

La nouvelle équipe complète au POPIR !



L'équipe de travail du POPIR vous salue et continue à se battre avec force pour le droit au logement et la justice sociale! Nous tenons à remercier tous les membres et militant.es qui continuent à s'impliquer activement, dénonçant entre autres la gentrification, les rénovictions et le manque de logement sociaux dans le Sud-Ouest de Montréal et partout ailleurs au Québec. L'année 2022-2023 s'annonce être, à nouveau, un fort moment en mobilisations et actions. L'union fait la force et nous sommes des milliers de locataires mobilisé.es, donc ne lâchons rien!

A VOS AGENDAS !



2 avril - 13h30 : Manifestation pour le logement social du FRAPRU (rdv 13h - métro Lionel Groulx)

9 avril - 13h : rencontre du comité d'action anti-gentrification (CÉDA - salle 125)



24 avril - 13h : Journée des locataires du RCLALQ (Rdv métro Verdun)

9 mai - 19h : Action du comité d'action anti-gentrification



11 juin : Action festive du collectif À Nous la Malting !

Juin : AGA du POPIR (date à venir)



Cette année, la grande famille du POPIR a perdu deux membres.

Nene s'est surtout impliquée dans le comité femmes. Elles étaient aussi de toutes les manifs, quand sa santé le lui permettait. Elle avait enfin

trouvé un logement social et aura pu passer la pandémie dans son logement tout neuf.

Marc-Olivier était un militant de longue date. Il a même assuré l'accueil à temps plein pendant plusieurs années. Il parcourait dans arrêts le quartier et nous tenait informé de tous les développements et donc de toutes les luttes potentielles.

Nous leur souhaitons un bon repos après toutes ces années de lutte et nous envoyons encore une fois nos sympathies à tous leurs proches.

LE CANAL

2515 rue Delisle
Montréal (Qc) H3J 1K8
514-935-4649 / www.popir.org
Éditeur : POPIR-Comité logement
Impression :

Le Canal est un périodique d'information locale de l'arrondissement du Sud-Ouest. Il est écrit en grande partie par des collaboratrices et collaborateurs bénévoles. Le contenu du journal est sous la responsabilité du comité de rédaction.

Le Canal privilégie le traitement de dossiers locaux; il analyse la réalité des gens et des groupes communautaires du territoire qu'il dessert et propose une couverture de ses activités sociales et culturelles. Toute personne intéressée par les objectifs poursuivis par Le Canal peut suggérer sa collaboration. Les auteurs ont la responsabilité des textes qu'ils signent. Le comité de rédaction du journal se réserve le droit de refuser ou d'abréger les textes reçus.

Toute reproduction des textes et des photos publiés par Le Canal est encouragée. Prière de mentionner la provenance.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec
Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1929-9265 (Le Canal – Imprimé)
ISSN 1929-9273 (Le Canal – En ligne)